

# Merkel encourageante sur les réformes de l'UE

La chancelière réaffirme les engagements du contrat de coalition et se rapproche des positions françaises

BERLIN - correspondant

**A**ngela Merkel a souvent reconnu qu'elle avait « besoin de temps pour prendre des décisions ». Elle n'a pas changé: il lui aura fallu 250 jours pour répondre aux propositions d'Emmanuel Macron sur l'avenir de l'Europe. Huit mois après le discours du président français à la Sorbonne, la chancelière s'est enfin décidée à exposer ses idées en la matière dans un dense entretien de deux pages publié, le 3 juin, dans l'édition dominicale du *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

Pour l'essentiel, ces idées ne sont pas des surprises. Elles correspondent à ce qui a été acté dans le contrat de coalition, scellé le 7 février, entre les conservateurs (CDU-CSU) et les sociaux-démocrates (SPD). Il n'empêche: le fait que M<sup>me</sup> Merkel les reprenne à son compte n'est pas anodin. Le chapitre du contrat

## Merkel a rappelé que l'Union européenne ne devait pas se transformer en « union des dettes »

de coalition consacré à l'Europe avait en effet été largement inspiré par Martin Schulz. Or, depuis son départ de la présidence du SPD, le 13 février, un doute s'était installé: sans ce fervent européen, le nouveau gouvernement allemand tiendrait-il ses promesses? Le silence observé par M<sup>me</sup> Merkel lors de ses dernières rencontres avec M. Macron nourrissait les craintes des plus pessimistes.

Dans ce contexte, le simple fait que la chancelière rappelle son attachement aux principaux points du « contrat de coalition », notamment sur la création d'un « budget d'investissement de la zone euro », est un signe politique rassurant pour la France. « C'est un mouvement positif qui témoigne de l'en-

gagement européen de la chancelière et de son gouvernement », a réagi l'Élysée, dimanche, estimant qu'Angela Merkel « se rapproch[ait] des vues françaises ».

Quelle est l'ampleur de ce rapprochement? S'agissant de la zone euro, il est limité. Pour M<sup>me</sup> Merkel, son budget ne saurait excéder « deux chiffres en milliards d'euros », soit quelques dizaines de milliards. Au départ, M. Macron avait évoqué un budget équivalent à « plusieurs points du PIB de la zone euro », soit plusieurs centaines de milliards d'euros. « Par rapport à ce que souhaite le président français, c'est moins. Mais par rapport aux chiffres qui circulaient il y a quelques mois, où

on pensait que l'Allemagne pourrait proposer un budget inférieur à 10 milliards d'euros, c'est mieux », commente Olaf Wientzek, spécialiste des questions européennes à la Fondation Konrad-Adenauer, proche de la CDU.

### Apaiser la colère

Il en va de même pour le Fonds monétaire européen (FME), censé succéder au Mécanisme européen de stabilité (MES) mis en place en 2012 pour sauver des pays de la faillite en leur accordant des prêts de long terme. Sur ce point, la chancelière s'en tient certes à la position traditionnelle de la droite allemande, en pré-

cisant que le futur FME pourrait avoir un droit de regard sur les politiques des États concernés. Mais elle fait un pas en direction de la France en envisageant « la possibilité d'une ligne de crédit à plus court terme, cinq ans par exemple », pour des pays en difficulté.

Dans trois autres domaines, elle se rapproche des positions défendues par M. Macron à la Sorbonne. L'immigration, d'abord, avec la création d'une police européenne des frontières et d'une agence européenne des migrations qui harmoniserait les procédures. La défense, ensuite, avec, pour la première fois, un avis « favorable » de l'Allemagne à la force commune d'intervention voulue par M. Macron. Les institutions, enfin. Sur ce

point, Berlin est prêt à envisager une réduction de la taille de la Commission, quitte à ce que « les grands pays renoncent par roulement à un commissaire ». En outre, elle fait un pas en direction de M. Macron en précisant que les têtes de liste des partis aux élections européennes devront figurer sur des « listes transnationales ».

A moins d'un mois du conseil européen des 28 et 29 juin, lors duquel la France et l'Allemagne doivent proposer une feuille de route commune sur l'avenir de l'Europe, Angela Merkel a compris que le temps était venu, pour

elle, d'envoyer un signal positif à ses partenaires. Cela vaut aussi pour l'Italie. « Je suis tout à fait disposée à parler avec le nouveau gouvernement italien des moyens d'aider plus de jeunes à trouver un travail », a-t-elle déclaré.

Même si elle en a profité pour rappeler que l'Union européenne ne devait pas se transformer en « union des dettes », cette petite phrase était importante pour apaiser la colère suscitée à Rome par les déclarations récentes de certains conservateurs allemands laissant penser que la politique italienne devait se décider à Berlin ou à Bruxelles. ■

THOMAS WIEDER

## Le III<sup>e</sup> Reich, « du pipi de chat » pour l'AfD

Le coprésident du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), Alexander Gauland, a provoqué un tollé, samedi 2 juin, en déclarant que le III<sup>e</sup> Reich n'avait été que du « pipi de chat à l'échelle de mille ans d'histoire allemande à succès ». « Nous avons une histoire glorieuse et celle-ci a duré plus longtemps que ces douze années entre 1933 et 1945 », a-t-il affirmé face aux jeunes de l'AfD réunis en congrès à Seebach (Thuringe). « Ceux qui nient ou relativisent la césure sans précédent avec la civilisation » qu'a été Hitler « se moquent des millions de victimes », a réagi le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, dimanche à Berlin, lors d'une cérémonie en hommage aux homosexuels victimes du nazisme.